



Journée internationale de la douane.

PROJET D'URGENCE DE RESTAURATION DES SERVICES PUBLICS EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

PURSeP



EXPERTISE
FRANCE

PURSeP

Projet d'Urgence de Restauration des Services Publics

Coordonné et administré par la Cellule de Suivi des Réformes Economiques et Financières (CS-REF), le PURSeP a été mis en œuvre à partir de mai 2014 sur un financement de la Banque mondiale.

Suite à la crise profonde qui a frappé la République centrafricaine en 2013, le projet répondait à l'urgence de prendre en charge le paiement de la solde des fonctionnaires de l'Etat et la restauration progressive des services publics vitaux. En matière d'assistance technique, le périmètre d'action concerne pour l'essentiel la gestion de la fonction publique, la gestion publique et la gestion des recettes douanières et fiscales.

Les bénéficiaires directs du PURSeP sont le **ministère des Finances et du Budget**, le **ministère de la Fonction publique** et l'ensemble des ministères bénéficiant des impacts positifs du PURSeP dans leur gestion au quotidien.

L'organisation du PURSeP repose sur l'engagement de quatre acteurs principaux :

- 1. L'administration centrafricaine** comme bénéficiaire
- 2. La CS-REF** pour la coordination du projet
- 3. La Banque mondiale** pour le financement
- 4. Le département Gouvernance économique et financière d'Expertise France** pour l'assistance technique

L'action d'Expertise France est relayée par une équipe basée à Bangui. Celle-ci est composée d'un chef de projet qui a en charge la composante Fonction publique et deux experts couvrant les composantes Douanes et Fiscalité. Des experts court terme complètent le dispositif d'action.

PURSeP

visent trois objectifs
majeurs :

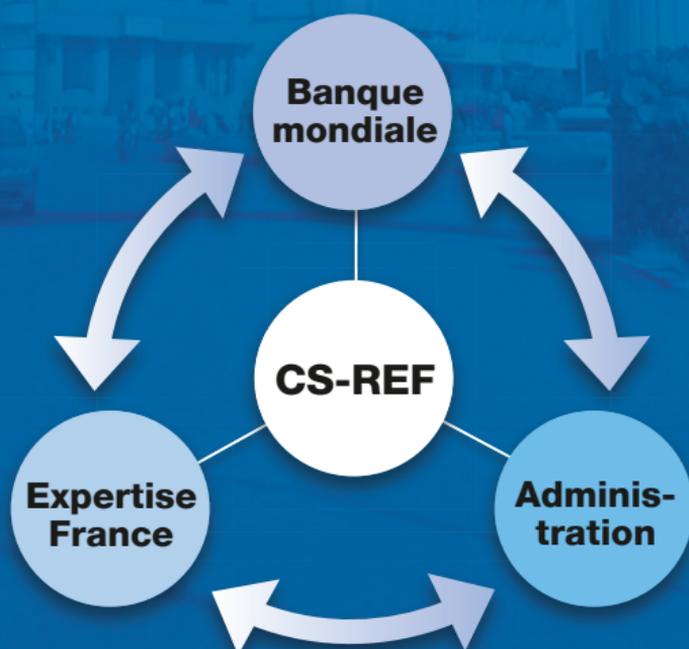
1 OPTIMISATION de la gestion des fonctionnaires pour une meilleure maîtrise de la masse salariale et des effectifs (approche quantitative et qualitative)

2 RENFORCEMENT de l'efficacité des services de l'administration douanière

3 ORGANISATION de l'administration fiscale et développement des recettes

Engagement des acteurs du PURSeP

Afin de promouvoir les synergies et d'optimiser les moyens mis en œuvre, les acteurs du PURSeP veillent au développement des relations de coopération et de coordination avec les partenaires et bailleurs : Banque mondiale, Union européenne, Banque africaine de développement, Fonds monétaire International, ONU, PNUD.



LES POINTS FORTS

du PURSeP

■ **Un projet concret** résolument tourné vers l'action et l'adaptation permanente des objectifs au contexte des bénéficiaires

■ **Un pilotage en mode projet** permettant une souplesse d'organisation et une réactivité face aux imprévus et aléas liés à un tel projet

■ **Une équipe pluridisciplinaire d'experts** tous expérimentés et confirmés dans leur domaine

■ **Une culture du résultat** qui privilégie l'optimisation des moyens mis en œuvre

■ **Une démarche d'ouverture** en direction des partenaires et des bailleurs afin de renforcer les synergies et l'impact des actions entreprises

■ **Une communication permanente** entre les différents acteurs du projet

Composante FONCTION PUBLIQUE

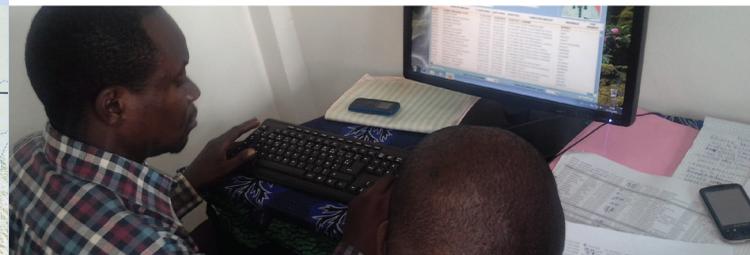
OBJECTIFS

- **Conseiller et appuyer** le ministère de la Fonction publique dans la mise en œuvre de mesures efficaces en matière de gestion des ressources humaines et d'optimisation de la masse salariale.
- **Appuyer et accompagner** la mise en place de la réforme de la Fonction publique.
- **Définir et mettre en œuvre** un programme global d'amélioration de la gestion des fonctionnaires, de leurs emplois et de fiabilisation du fichier de la solde.
- **Concevoir et mettre en œuvre** un plan de mobilisation des FAE afin d'améliorer les conditions de travail et la qualité des services publics.

RÉSULTATS

- **Finalisation** du recensement des fonctionnaires et mise à jour du fichier de la solde. 94 % des FAE recensés. Plus de 16 000 corrections apportées au fichier.
- **Païement** régulier des salaires et versement de 6 mois de solde en 2014 et 2015 par le PURSeP.
- **Mise en place** de procédures de contrôle physique au poste de travail et de tableaux de bord de la masse salariale. Stabilisation des effectifs en 2015.
- **Développement** des performances en matière de gestion des ressources humaines et des emplois et renforcement des capacités des agents. 20 426 fonctionnaires et agents de l'Etat concernés.
- **Refonte** de textes organisant la gestion de la solde et fixant les responsabilités des acteurs impliqués dans la gestion du personnel et de la solde.
- **Mise en place** d'un Comité des DRH et de la fonction de Superviseur dédié au suivi des mouvements du personnel et à la préparation mensuelle de la solde. Contribution au développement d'un SI intégré de gestion et d'une salle informatique dédiée.
- **Activation** d'un plan de communication portant sur la réforme de la Fonction publique et les changements en cours

Salle informatique mise à disposition des DRH.



Equipe CS-REF.

Rénovation.

Composante FISCALITÉ

OBJECTIFS

- **Optimiser** le recouvrement des recettes fiscales en veillant à la maîtrise des coûts.
- **Améliorer** l'organisation et la gouvernance de la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID).
- **Concevoir et mettre en œuvre** des procédures adaptées afin d'accroître les ressources fiscales.
- **Proposer** un plan d'action pour rapprocher l'administration fiscale et les contribuables.

RÉSULTATS

- **Augmentation** des recettes fiscales de 54 % entre 2014 et 2015.
- **Appui à la mise en place** progressive d'une réforme de la législation fiscale.
- **Elaboration** d'un programme opérationnel d'augmentation des recettes.
- **Segmentation** du fichier fiscal des contribuables en fonction des capacités contributives.
- **Mise en place** d'un plan de recensement des contribuables afin d'élargir l'assiette fiscale.
- **Elaboration** d'un projet d'introduction des machines à facturation électronique.
- **Renforcement** des capacités des agents des impôts en matière de déontologie et de bonnes pratiques professionnelles.
- **Préparation** de la nouvelle édition du code général des impôts et d'une charte du contribuable.
- **Amélioration** des relations entre l'administration fiscale et les contribuables.

Fiscalité.

Recensement.



Réunion du Comité des DRH.

Composante DOUANES

OBJECTIFS

- **Auditer** l'organisation des Douanes centrafricaines et déployer un plan d'action opérationnel d'optimisation de la collecte des droits et taxes.
- **Appuyer** la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI) afin d'améliorer l'efficacité des services douaniers par une simplification des procédures et une sécurisation accrue des échanges.
- **Accompagner** la mise en œuvre du plan d'action opérationnel : gestion des déclarations douanières, contrôle du post-dédouanement, organisation des fichiers et rationalisation des exonérations.
- **Recenser** les besoins en formation du personnel douanier et professionnaliser les formateurs internes.

RÉSULTATS

- **En 2015** 84,35 % du personnel douanier assure une mission opérationnelle.
- **Amélioration** des performances de la DGDDI en matière de recettes : + 51,6 % entre 2014 et 2015.
- **Rationalisation** progressive de la gestion des exonérations.
- **Préparation de l'interconnexion** entre les douanes camerounaise et centrafricaine.
- **Renforcement** du contrôle post-dédouanement pour un meilleur rendement.
- **Diagnostic** et mise en œuvre de mesures visant la sécurisation des recettes.
- **Elargissement** de l'assiette fiscale.

Composante GESTION PUBLIQUE

OBJECTIFS

- **Appuyer** l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'actions opérationnels d'accompagnement de la réforme des finances publiques centrafricaines.
- **Mettre en place** le contrôle interne.
- **Améliorer** le reporting financier.

RÉSULTATS

- **Amélioration** de la définition et le suivi des actions engagées : mobilisation des ressources intérieures ; maîtrise des dépenses ; gouvernance financière et lutte contre la corruption.
- **Recrutement** de l'Agent Comptable Central du Trésor et de son Fondé de pouvoir.
- **Formation** en matière de contrôle interne (formation / stage).
- **Visite d'étude** sur la Réforme budgétaire et comptable.
- **Appui** à l'IGF dans ses missions de contrôle du recensement des fonctionnaires et appui à la rédaction des rapports d'audit.



CONTACTS

Cellule de Suivi des Réformes Economiques et Financières - CS-REF

Coordonnateur : Gervais DOUNGOUPOU

gm_doungoupou@yahoo.fr

Coordonnatrice adjointe : Denise TOMBIDAM

dtombidam2002@yahoo.fr

www.minfb.cf

Banque mondiale

Chefs de projet :

Ousmane KOLIE

mkolie@worldbank.org

David TCHUINO

www.banquemondiale.org

Expertise France

Directrice de projet : Séverine PETERS DESTERACT

severine.peters-desteract@expertisefrance.fr

Chef de projet et expert Fonction publique : Jean-Christophe LENEUTRE

Expert Douanes : René LUANYI TSHITENGE

Expert Fiscalité : Pierre Célestin BUMBAKARE

www.expertisefrance.fr



LA BANQUE MONDIALE
IBRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



CS-REF



**EXPERTISE
FRANCE**